

Communiqué

Projet de Budget 2013 : Retour vers le futur ?

Il n'aura pas fallu attendre plus de huit jours après la fin du cycle électoral, pour que la presse « bien informée » se fasse l'écho des premières orientations budgétaires dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2013.

L'engagement présidentiel est de créer 65 000 emplois sur 5 ans dans les ministères de l'éducation nationale, de l'intérieur et de la justice, en maintenant les effectifs constants dans la Fonction Publique d'État.

Il ne faut pas être un expert en calcul pour comprendre que le seul moyen pour atteindre cet objectif serait la poursuite et même l'amplification des suppressions d'emplois dans les autres ministères, et en tout premier lieu les ministères de l'économie, des finances et du commerce extérieur et du redressement productif.

FO Finances, dès son premier contact avec le cabinet ministériel a dénoncé la poursuite de cette logique comptable qui verrait les emplois de ces ministères encore et toujours diminuer.

L'annonce de la suppression de 2,5% des effectifs reviendrait à poursuivre le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois ce qui aggraverait les conditions de travail des agents et détériorerait le service public rendu aux usagers.

Dans le même temps, les dépenses de fonctionnement seraient réduites de 10% l'an prochain, et les dépenses d'intervention de 40% (subventions aux associations par exemple).

Une impression de déjà vu prédomine à la lecture de ses premières orientations budgétaires.

Encore une fois, aucun débat préalable n'a eu lieu sur l'état des lieux des missions et des conditions de travail dans lesquelles les agents les exercent.

Il faudra plus qu'un démenti par communiqué de presse pour convaincre les agents.

Pour FO Finances, ces premières orientations sont totalement inacceptables, elle ne manquera pas de le faire savoir aux ministres, à l'occasion de l'audience qu'ils devraient lui accorder la semaine prochaine.

Paris, le 21 Juin 2012